

DEPARTEMENT DE L'AIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'AGRICULTURE

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE PREFECTORAL

Réorganisation Foncière
et Remembrement

portant réglementation de certains
boisements

Commune de MONTREVEL EN BRESSE

LE PREFET DE L'AIN

Chevalier ~~Officier~~ de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU, l'article 52-1 du Code Rural relatif à l'interdiction et à la réglementation de certains
boisements,

VU, le décret n° 61-602 du 13 juin 1961 pris pour l'application de l'article précité et
notamment son article 5,

VU, le décret n° 61-603 du 13 juin 1961 réprimant les infractions en matière de boisements
interdits ou réglementés par application de l'article 52-1 du Code Rural,

VU, le décret du 29 septembre 1962 incluant le département de l'AIN, dans la liste des
départements où pourront être pris des arrêtés préfectoraux définissant les zones dans
lesquelles les plantations et semis d'essence forestière seront interdits ou réglementés,

VU, les circulaires ministérielles des 18 octobre 1961 et 5 mars 1964 relatives à l'interdic-
tion et à la réglementation de certains boisements,

VU, l'arrêté du 20 décembre 1977 instituant une Commission Communale de Réorganisation
Foncière et de Remembrement dans la commune de MONTREVEL EN BRESSE,

VU, le procès-verbal de la réunion tenue par cette Commission le 6 juin 1978
d'où il ressort qu'il y a lieu de réglementer les semis et plantations d'essence
forestière dans la commune de MONTREVEL EN BRESSE,

VU, l'enquête à laquelle il a été procédé du 3 juillet 1978 au 2 août 1978,

VU, l'avis de la Chambre d'Agriculture de l'AIN en date du 12 septembre 1978,

VU, l'avis du Centre Régional de la Propriété Forestière Rhône-Alpes en date du 15 septembre
1978,

VU, l'avis de la Commission Départementale de Réorganisation Foncière et de Remembrement en
date du 21 novembre 1978,

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'éliminer les risques de diminution de productivité des terres
agricoles par suite d'une trop grande proximité des plantations forestières,

A R R E T E

ARTICLE 1 :

La législation concernant la réglementation des boisements est applicable
à la commune de MONTREVEL EN BRESSE.

.../...

Les territoires soumis à cette réglementation sont déterminés comme suit :

SECTION A1 : Réglementée en totalité

SECTION A2 : réglementée en totalité,

SECTION A3 : réglementée sauf lieu-dit :

"A l'Etang" parcelle n° 481

SECTION A4 : réglementée en totalité

SECTION B : réglementée sauf lieux-dits :

"Grand Mari" parcelles n° 1 à 11 inclus,

"La Dentellière" parcelles n° 27 à 32, inclus,

" " " n° 37 à 43 inclus,

"Le Charme" parcelle n° 274,

"Les Sellières" parcelles n° 276 à 281 inclus,

" " " n° 292 à 294 "

" " " n° 312 à 314 "

"Bois de Cuet" " n° 368 à 376 "

" " " n° 380 à 392 "

" " " n° 394 à 397 "

" " " n° 399 à 401 "

" " " n° 405 "

" " " n° 410 à 412 "

" " " n° 414 "

" " " n° 416 à 421 "

" " " n° 424 à 426 "

SECTION C1 : réglementée sauf lieu-dit :

"La Curtillière" parcelles n° 82, 87 et 88

SECTION C2 : réglementée en totalité.

ARTICLE 2 BIS :

Les cultures d'arbres de Noël d'essences résineuses ne sont pas réglementées mais devront être effectuées à une densité égale ou supérieure à huit mille plants à l'hectare, ceux-ci ne devant pas dépasser deux mètres de hauteur.

ARTICLE 3 -

Les essences soumises à la réglementation sont les suivantes :

- Toutes essences forestières -

ARTICLE 4 -

Les modalités d'application de la réglementation sont les suivantes :

1°) Les distances minima auxquelles sont soumises les plantations par rapport aux fonds voisins en nature de pré de fauche et pâturage sont fixées comme suit :

- 6 mètres pour les robiniers,
- 12 mètres pour les autres essences.

2°) Les distances minima auxquelles sont soumises les plantations par rapport aux fonds voisins en nature de terres de labour, cultures fruitières et autres sont fixées comme suit :

- 6 mètres pour les robiniers,
- 12 mètres pour les autres essences.

ARTICLE 5 -

Toute personne qui veut procéder, à l'intérieur des zones réglementées, à des semis ou à des plantations d'essence mentionnée à l'article 3, devra en faire la déclaration au Préfet, directement ou par l'intermédiaire du Maire, présentée en application de l'article 8 du décret n° 61-602 du 13 juin 1961 et précisant la désignation cadastrale des parcelles à boiser et la nature sommaire des travaux projetés.

ARTICLE 6 -

M. le Secrétaire Général de l'AIN
~~M. le Sous-Préfet de~~
M. l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts,
Directeur Départemental de l'Agriculture,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture et affiché en Mairie de MONTREVEL EN BRESSE, ainsi que le plan des zones délimitées. Arrêté et plan seront versés aux archives communales.

BOURG EN BRESSE, le 12 DEC. 1973

LE PREFET,

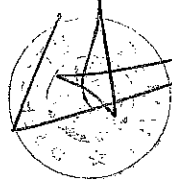
Par délégation du Préfet

M. le Secrétaire Général de l'AIN

M. L. MARONNE

Pour ampliation

Par délégation du Secrétaire Général
L'Associé, Chef de la Coordination,



P. CIERMAN